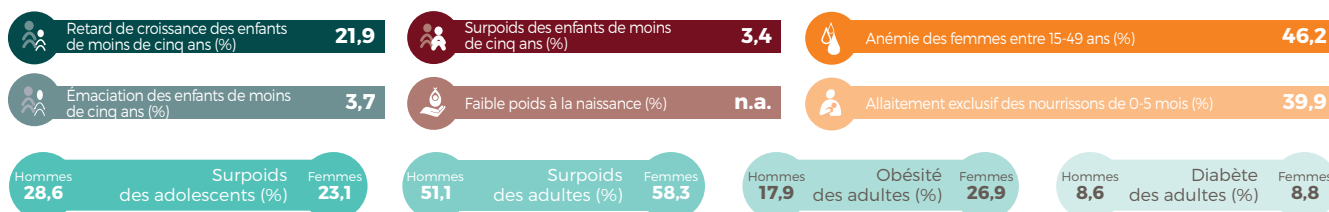




Date d'adhésion : juin 2012
Population : 11,40 millions
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/HAITI

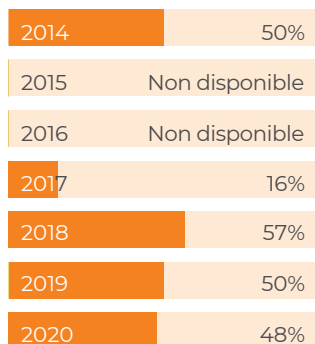


APERÇU COVID-19

Suite à la pandémie, les mesures mises en place ont eu un impact sur les activités de nutrition communautaires. Dans son plan de réponse, le gouvernement n'a pu intégrer la nutrition que dans la prise en charge nutritionnelle des malades. La capacité des mères à jouer un rôle d'agents de santé communautaires a été renforcée pour le dépistage et le suivi nutritionnel de leurs enfants.

TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

TOTAL PONDÉRÉ 2020

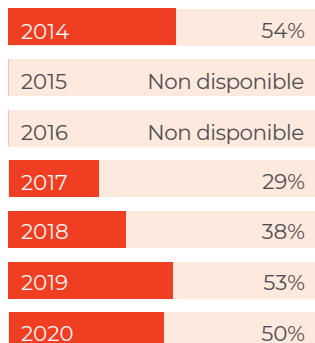
45.5%


Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un Comité technique de nutrition (CTN) est en place, ce qui permet une coordination des interventions et aide à la standardisation des protocoles. Cependant, l'implication des parties prenantes reste insuffisante, en particulier s'agissant de celles qui n'ont pas encore rejoint les activités en faveur de la nutrition. Il reste encore beaucoup à faire pour la participation des secteurs et acteurs à l'analyse et à la revue des informations. Pour cela, il faut définir les rôles et responsabilités des acteurs impliqués. Au niveau départemental, la mobilisation et la coordination ne sont pas encore à la hauteur de l'engagement du niveau central.

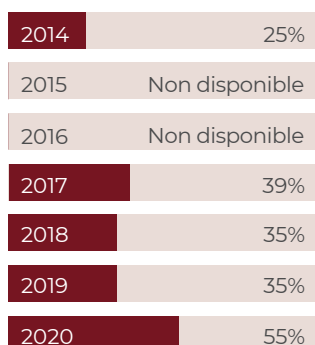
PRIORITÉS 2020-2021

- Lancement officiel du Mouvement SUN
- Définition du cadre commun de résultats pour l'amélioration de la planification et de la mise en œuvre et l'augmentation du suivi et de l'évaluation des programmes et actions
- Identification et augmentation du financement à travers un plan budgétaire pour la nutrition
- Diagnostic situationnel et organisationnel
- Formulation de recommandations nutritionnelles liées à la COVID-19
- Mise en place de réseaux de coordination multiacteurs



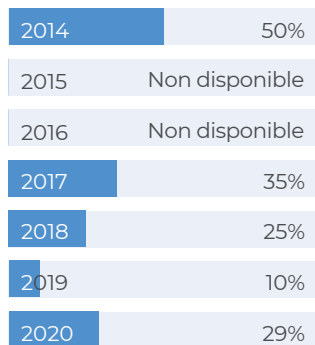
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les politiques d'alimentation scolaire ainsi que de protection et de promotion sociale sont publiées, contrairement aux textes d'application de la loi sur la fortification des aliments en micronutriments. Le Protocole de prise en charge de la malnutrition et le Plan stratégique de nutrition sont en cours de révision et la politique en matière de souveraineté, de sécurité alimentaire et de nutrition est en attente de validation. Le plan national de nutrition et la Politique nationale de nutrition sont quant à eux en attente de révision. Le plaidoyer continue à tous les niveaux et une concertation est à prévoir pour le renforcer.



Aligner les actions sur des résultats communs

Une plateforme appelée système d'Information sanitaire unique (SISNU), renseignée par les parties prenantes de la nutrition, permet l'élaboration de rapports communs. L'espace du CTN sert ensuite à visualiser les informations consolidées, et les priorités sont présentées par le gouvernement pour application. Ceci permet un alignement des actions des acteurs au niveau national. Cependant, il reste des efforts à faire au niveau communautaire pour une meilleure implication des acteurs des communes (mairies) et sections communales (ASEC) et des autres entités du gouvernement. Une évaluation des données nutritionnelles est conduite régulièrement.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le budget national a consacré un montant de 30 000 000 gourdes à l'acquisition d'intrants nutritionnels. Il est nécessaire d'augmenter l'alimentation de la ligne budgétaire de la nutrition chaque année dans le budget national en fonction des besoins identifiés. Les promesses de financement restent faibles. Il faut donc renforcer le plaidoyer à plusieurs niveaux : financement à long terme, financement des programmes et financement des projets découlant de la Politique nationale de nutrition et/ou du plan national de nutrition ; suivi des dotations et des dépenses ; meilleur alignement des ressources.